L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 5 FEVRIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 5 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Eugène Tournè, au magasin de MM. Bercier & Reine, rue Tchoupitoulas — Vins, cognac, absinthes, vermouth.

Par Francis Fernandez, au No 120 rue du Rempart — Meubles.

Par D. E. Morphy, au No 67 de la rue des Magasins — Manches de rateaux, ciseaux, etc. Aussi, rue Tchoupitoulas 74 et 76 — Vente de quincaillerie.

Par Louis Stern & Bros., dans leur salle d'encan, au No 16 rue de Chartres — bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 38 de la rue de Chartres — Marchandises sèches et lingerie, broderies fines.

Par D. E. Morphy, au No. 67 de la rue des Magasins — Quincaillerie, Faïence et Casserolles.

ATTENTION !

Vente à 10 1/2 heures au Magasin des Importateurs Berckel et Reine, d'un stock considérable de vins, eaux de vie, vermouth, huile, etc. Conditions libérales. Voir les catalogues par Eugène Tournè.

Beaux Meubles, Diamants et Argenterie. — L'attention du public est appelée sur la vente qui sera faite aujourd'hui par Francis Fernandez, encanteur, au No. 120 rue du Bassin, entre les rues Poydras et Lafayette, à 11 heures, d'un lot se composant d'un magnifique assortiment de Meubles modernes, Argenterie, etc. etc., bien digne de leur attention.

Quincaillerie. — Outils de Tonneliers. Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$11
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner *à la semaine* avec les porteurs de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Mercredi, 5 Février 1873.

OPERA — Concert Extraordinaire.

ACADEMIE — Robin Hood.

VARIETES — John T. Raymond, dans de nouveaux rôles, tous les soirs.

ST. CHARLES — War Clouds.

MUSEE (ANATOMIE) — rue St-Charles.

La Cause de la Louisiane au Congrès.

Le principal argument des conspirateurs qui ont renversé notre gouvernement d'Etat, était basé sur un mensonge, qui, à force d'être répété, avait fini par être accepté comme une vérité dans les régions officielles. La coterie Kellogg avait mis en avant ce sophisme : le parti républicain a la majorité en Louisiane, il a été battu le 4 novembre 1872, donc il y a eu fraude. Or, les prémisses du raisonnement étaient fausses, mais les élections de 1870 leur donnaient une apparence de vérité. Le masque vient de tomber, et il a été démontré que la victoire électorale remportée, en 1870, par le parti républicain n'avait été que qu'à des fraudes gigantesques. Aux preuves résultant déjà de l'enquête faite à la Nouvelle-Orléans, en 1872, par un comité congressionnel, viennent de s'ajouter les témoignages écrasants des aveux même du parti républicain, employés pour accomplir les fraudes.

Nous n'avons cessé de soutenir que le parti républicain n'avait jamais eu la majorité dans le corps électoral de notre Etat. Dans l'élection de 1870, le candidat républicain le plus favorisé n'a obtenu que 75000 voix, et il est avéré, aujourd'hui, que des milliers de votes frauduleux ont été ajoutés aux votes réels du parti.

Les enregistrements qu'on invoque ont été faits de façon à donner une majorité apparente aux électeurs de couleur, afin de couvrir les fraudes passées et celles qu'on se proposait de commettre plus tard. Et quant au recensement, bien qu'il ait été opéré dans le même esprit et qu'il fournille des mêmes erreurs volontaires, il donne un chiffre à peu près égal pour la population de couleur et pour la population blanche.

En 1870, toutes les conditions étaient favorables au parti républicain. Eh ! bien, avec les nombreuses fraudes commises, ce parti n'a pu obtenir que 66,000 voix, ce qui prouve que sa force réelle ne dépasse pas cinquante à cinquante-cinq mille voix en Louisiane. La coterie Kellogg n'en est modestement accordé 72,000, on sait, aujourd'hui, par quels moyens. Quand on fabrique des certificats, il ne coûte guère d'en ajouter quelques-uns de plus pour atteindre le chiffre des votes qu'on a jugé nécessaire. La déposition du capitaine Jaques, reproduite hier dans nos dépêches, est édifiante sur ce point.

L'enquête devant le Congrès ne prouve donc pas seulement que l'accusation de fraude se retourne contre ceux qui l'ont lancée, mais elle met encore à néant l'assertion sur laquelle ils avaient échafaudé toute leur argumentation, à savoir que le parti républicain avait toujours eu la majorité en Louisiane, depuis la reconstruction.

Cette majorité n'a jamais existé dans le passé que par la fraude, et il a suffi que cette fraude ne fut plus possible pour que cette majorité se transformât en minorité.

Les révélations faites sur la manière dont les certificats se fabriquaient à la Douane, de telle sorte qu'on pouvait, à volonté, en ajouter plusieurs centaines, si besoin était, ont fait évanouir cette légion de dix mille électeurs, qui eussent, soi-disant, voté pour Kellogg s'ils n'eussent été privés du droit de vote. Il ne reste aux auteurs de cette indigne comédie que la honte d'avoir fabriqué des faux par milliers pour escamoter le gouvernement à leur profit.

Le Congrès est mis en demeure de faire justice, et le scandale est si grand qu'il n'a pas d'autre alternative que de condamner et de flétrir les gens qui ont voulu faire une mesquine et une duperie de l'exercice du droit de suffrage.

Dès à la fin de la semaine, le Sénat aura à prononcer sur l'élection de la Louisiane, et à mesure que l'enquête progresse, il nous paraît de plus en plus évident, qu'il ne saurait reconnaître le gouvernement qui a surgi de la grande conspiration Durell-Kellogg.

ALMANACH DU "WORLD". — Nous avons reçu l'almanach du *World* pour 1873. Cette brochure contient, outre les renseignements usuels, le tableau chronologique des événements de l'année, les statistiques électorales, les informations officielles sur les récoltes, les programmes des deux grands partis politiques, etc., etc.

BOITES POUR THÉ. — Par un procédé nouveau qui lui appartient, et au moyen duquel les couleurs, soit or, soit cramoisi sont appliquées d'une manière brillante et économique, la compagnie des magasins d'huile septoline, rue du Camp 62 et rue Dauphine No. 15, peut vendre des boîtes à thé, supérieurement travaillées et magnifiquement peintes, au prix extraordinaire de $1. On chercherait vainement ailleurs des articles de ce genre à aussi bon marché. Les mêmes magasins tiennent toute espèce de lampes et articles de Chine.

ASSESSMENT — No. 122, 123, 124, 1et 125. Voyez la colonne des notices spéciales — mort de Wm. Weiss, Conrad Kaiser, Conrad Kaiser, John Felden et Kinny Hillbrand — payable au bureau du MUTUAL AID AND BENEVOLENT LIFE INSURANCE ASSOCIATION OF LOUISIANA, No. 19, rue du Camp.

Montant payé depuis l'organisation en 1868, $304,250.

Revue des Journaux.

Une nouvelle dissertation sur les gouvernements de liberté amène le *Picayune* à constater dans les termes suivants la condition actuelle de la forme démocratique en Louisiane :

"C'est simplement l'union des plus mauvais éléments de la société pour gouverner les meilleurs. C'est le non-propriétaire cherchant à voler le propriétaire. C'est le gouvernement de menteurs, de parjures, de voleurs et de canailles de toute espèce, placés au pouvoir et maintenus au pouvoir par les baïonnettes de la Grande République modèle qui, il faut le proclamer de son intervention active, voit, dans un semblable gouvernement un reflet correct du sien."

Le *Picayune* est opposé à tout compromis ; il oublie que nous avons porté nos plaintes au Congrès et que nous serons obligés de nous soumettre à la décision de cette Assemblée.

Le *Times* voit dans les témoignages sur la fusion et la confusion d'excellentes raisons pour croire que dans quelques jours, la Louisiane se trouvera posséder une législature honnêtement élue qui la représentera réellement, et qui pourra réaliser par des lois les réformes qu'elle demande.

Le *Times* désapprouve l'opposition du *Picayune* à toute espèce de compromis. Le Congrès étant l'arbitre suprême de nos affaires, il est oiseux de discuter sur ce que nous accepterons ou refuserons. Nous serons bien forcés de nous soumettre.

L'écrivain qui nous répond dans le *Republican*, au sujet de Samana, a subi évidemment l'influence du milieu dans lequel il se trouve. Ne comprenant pas la politique de l'ABEILLE, il tombe dans les vieilles rengaines du *Republican* et nous accuse d'être opposés à l'expansion des Etats Unis, et de favoriser la politique européenne au détriment de la politique américaine. Si cet écrivain nous avait la plus attentivement, il aurait pu se convaincre que nul plus que nous n'est disposé à favoriser l'expansion légitime de cette république et à contribuer à ce qu'elle prenne la grandeur. L'ABEILLE a été du petit nombre de journaux qui ont soutenu la politique d'acquisitions territoriales de M. Seward, si délaissement reprouvée par le Sénat et par la presse américaine en général. Mais nous ne pouvons approuver que l'expansion obtenue par des moyens légitimes.

Le Sénat a refusé de ratifier le traité de Saint-Domingue parce qu'il n'a vu dans cette affaire qu'une entreprise de spéculation condamnable. Eh bien ! la location de la baie de Samana par une compagnie particulière ne nous paraît qu'une reprise en sous œuvre de la même affaire.

Voilà pourquoi nous ne pouvons l'approuver. Au lieu de s'en prendre à l'ABEILLE qui n'a qu'une simple opinion à exprimer sur ce sujet, le *Republican* ferait mieux de s'en prendre au Sénat et de faire circuler de démontrer l'honnêteté de l'entreprise. Quant à nous, puisque les Dominicains ont ratifié la Convention, nous nous en lavons les mains. Si les Dominicains subissent le sort qu'ont subi les Mexicains du Texas, c'est qu'ils l'auront voulu. Mais le *Republican* croit-il sincèrement que la compagnie de la baie de Samana soit purement et simplement une entreprise privée sans attaches officielles ? Ce n'est pas notre opinion.

Le *Republican* fait de vains efforts pour affecter une assurance qu'il n'a plus au sujet de la décision que rendra le Congrès dans l'imbroglio louisianais. La Pseudo-Législature a beau légiférer à la vapeur, ses jours sont comptés.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Demain, jeudi, on donnera à ce théâtre, la seconde représentation du grand drame historique de Sardou, *Patrie*, en 5 actes et 8 tableaux.

Samedi, il y aura une matinée à midi.

CONCERTS RUBINSTEIN. — La compagnie de M. Gran donnera, ce soir, à l'Opéra, un autre grand concert, et demain, jeudi, à midi, une grande matinée. Le dernier concert aura lieu vendredi à l'Opéra. Avis à ceux qui veulent encore entendre les deux artistes incomparables, Rubinstein et Wienawski.

THÉATRE DES VARIÉTÉS. — La troupe de M. Owens a été chaleureusement accueillie par les habitués des Variétés, qui se souviennent des soirées agréables qu'ils ont passées à entendre cet acteur.

La nouvelle troupe a débuté par la pièce de *Heir-at-Law, et Happiest day at my Life*, qui sont deux petits chefs-d'œuvre d'esprit.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La troupe des *blondes* a obtenu un succès d'enthousiasme hier soir, dans la pièce de *Barbe-Bleue*, et miss Lydia Thompson s'est réellement surpassée !

Il est impossible d'avoir plus de finesse, plus de verve et plus d'esprit qu'elle, et on a bien raison, sous plus d'un rapport, de l'appeler la reine du burlesque.

Mlle Camille Dubois a chanté avec un goût parfait la petite ballade des fleurs, et elle a mérité les honneurs du bis. Sa voix est fraîche et pure à faire envie à nos cantatrices les plus célèbres ! C'est, après miss Lydia Thompson, la blonde la plus séduisante de la troupe des *blondes*, et c'est la seconde étoile de l'Académie.

Miss Eliza Weathersby a été applaudie comme elle méritait de l'être, car c'est une des plus charmantes *académiciennes* du théâtre populaire de la rue St-Charles.

M. Beckett a été, comme toujours, très amusant, et M. Edwin a été parfait dans le rôle du Chinois. — On eut dit un enfant du Céleste Empire, venant directement de Pékin ou de Canton.

Il est inutile de dire son geste.

On donnera ce soir la pièce burlesque de " Robin Hood " pour la dernière fois.

Nous engageons nos lecteurs à se procurer des sièges à l'avance, car la troupe de Lydia Thompson ne donnera plus que cinq représentations à la Nlle-Orléans, et la salle de l'Académie sera comble chaque soir jusqu'à dimanche.

LIQUIDATION POSITIVE. — $15,000 de chaussures fraîches en vente à plus de 25 0/0 de rabais. — Le propriétaire des magasins Ursulines et Pontchartrain, ne voulant garder qu'un seul de ses magasins de chaussures, le magasin de Pontchartrain, nous prie d'informer sa nombreuse clientèle et le public en général qu'à dater d'aujourd'hui 29 janvier, il met en vente pour liquidation et à plus de 25 0/0 de rabais, son magnifique stock de chaussures dont la valeur est considérable. La liquidation se fera dans ses deux magasins : Ursulines et Pontchartrain, au coin des rues Ursulines et Chartres et au coin des rues Victoire et des Français. — Avis donc à ceux qui aiment les vrais "bargains" ils doivent savoir qu'il n'en est pas d'une liquidation de chaussures comme de bien d'autres, et que les premiers acheteurs ayant le choix dans tous les numéros du même article sont les mieux servis. Qu'on se hâte donc si l'on veut profiter de cette liquidation qui, en raison de la popularité des deux établissements ne durera probablement que deux ou trois semaines. — C'est aussi une bonne occasion d'achat pour les marchands de la campagne actuellement en ville.

☞ Les STOMACH BITTERS se composent de racines, d'écorces et d'herbes dont les propriétés médicinales ont été depuis longtemps reconnues. Ces matériaux habilement combinés donnent un produit extrêmement salutaire. Nous les recommandons aux familles.

— Le roi de Cambodge et ses mandarins ont souscrit pour la délivrance du territoire français.

Le montant de leur souscription vient d'arriver à Paris. L'envoi est fait sous forme de lingots d'argent, renfermés dans trois caisses cerclées ; sur chacune des caisses, on lit en français :

Le roi de Cambodge

Pour la libération du territoire.

FRANCE.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le Conseil de direction de "l'Union Française," présidé par M. J. Passama-Domenech, a ouvert, lundi soir, aux bureaux de cette Société, un cours d'anglais gratuit pour les immigrants français. L'enseignement a été confié à M. F. A. Mader.

Il y a déjà trente-quatre élèves et tout porte à croire que ce nombre sera augmenté considérablement avant peu.

Les membres de "l'Union Française" ont eu en fondant cette institution, une idée généreuse et éminemment pratique. Ils ont compris qu'il était absolument nécessaire pour tous les Français qui viennent s'établir en Louisiane, de se familiariser tout d'abord avec la langue du pays.

Le cours d'anglais gratuit sera d'un grand recours pour les immigrants qui viennent chercher fortune à la Nouvelle-Orléans.

Dans l'affaire de Bretts contre la ville de la Nouvelle-Orléans, le juge Durell a modifié lundi son injonction relative au paiement des taxes et des licences.

Il a décidé que le conseil municipal n'avait pas le droit de payer les certificats d'allocation émis d'après l'ordonnance 883 et l'ordonnance 1256 des séries de l'administration, si ce n'est conformément aux clauses de ces ordonnances ; mais que le conseil était autorisé à recevoir ces certificats d'allocation et tous les autres, en paiement pour les taxes et les licences de la ville.

On a arrêté, il y a deux jours, un homme du nom de James Gallagher, que l'on soupçonne d'être un des assassins de M. Noyes. Plusieurs limiers de la police secrète ont été lancés sur les traces des deux autres, et tout porte à croire que l'on parviendra à les découvrir avant longtemps.

Nous répétons pour la centième fois qu'il faut un exemple, et que l'indulgence des jurys en pareils cas est un crime contre la société.

Thomas Fletcher, gardien de nuit de la barque *H. F. Brookman*, est tombé par dessus bord, lundi soir, et a failli se noyer.

Il a été sauvé par l'équipage de la barque, et il en sera quitte pour un bain froid.

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE. — Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Waltz. — Tous les administrateurs sont présents, à l'exception de M. Sturcken, qui s'excuse pour ses occupations.

M. Callujon, du département des comptes publics, présente son rapport de la semaine comprenant plusieurs ordonnances peu importantes qui sont adoptées.

Après quelques débats insignifiants, M. Schneider, administrateur du département des finances, présente une résolution pour autoriser le maire et l'administrateur des finances et des comptes publics, à emprunter une somme nécessaire pour payer les frais des différents départements de la municipalité pendant le mois de février 1873, un montant pour garantir une hypothèque, à quatre-vingt sous à la piastre, sur les bons désignés sous le nom de bons de "dix pour cent", et une hypothèque sur les autres promesses sous la ville, avec la condition de rembourser le montant de l'emprunt avec les revenus du budget de 1873.

La somme obtenue par cet emprunt ne pourra être employée que pour payer les dépenses du mois de janvier de cette année.

La résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Le maire rejette les pétitions de plusieurs citoyens demandant à collecter les taxes arriérées, et le Conseil s'ajourne.

TEMPERATURE. — 4 février 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	55	18
12 M.	76	26
3 P. M.	76	25
6 P. M.	72	23

Législature de la Louisiane.

Séance du 4 février 1873.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit sous la présidence de l'Hon. D. B. Penn, lieutenant-gouverneur et président du Sénat.

Les sénateurs répondent à leurs noms.

MM. Campbell et White, de Rapides, arrivent et forment le quorum.

M. McDonald lit une dépêche du sénateur Thomas, demandant une extension de congé pour cause de maladie dans sa famille.

M. McDonald fait la motion d'étendre le congé accordé au sénateur Thomas.

M. Jonas offre comme substitut à la motion de M. McDonald la résolution suivante :

Résolu que le président du Sénat enverra une dépêche télégraphique au sénateur Thomas, exigeant sa présence immédiate dans la ville de la Nlle-Orléans."

Le substitut est adopté.

Le secrétaire est chargé d'envoyer la dépêche.

Sur une invitation de la Chambre, les sénateurs se rendent à la Chambre des Représentants pour voter pour un sénateur.

L'élection terminée, les sénateurs retournent à leur salle.

20 sénateurs présents.

Sur motion de M. Voorhies, le Sénat entre en séance exécutive.

La séance terminée, sur motion de M. Lewis, le Sénat s'ajourne à demain, à midi.

CHAMBRE.

La Chambre s'assemble à midi, conformément à l'ajournement de la veille, manque de quorum, la séance n'est ouverte qu'une demi-heure plus tard.

Aucun des comités permanents n'ayant du rapport à présenter suivant l'ordre du jour, le Sénat se joint à la Chambre pour procéder à l'élection du sénateur au Congrès.

MM. Jonas et Tucker sont retirés de la liste des candidats, et sont ajoutés à cette liste, MM. T. C. Manning et Randall Hunt. Le vote a lieu et donne le résultat suivant : Booth 15, Warmouth 14, Nutt 12 Manning 10, Richardson 9 et Hunt 3. Aucun des candidats ne reçoit une majorité valide et l'élection est renvoyée.

Le Sénat se retire dans sa salle et M. Zacharie, conformément à un avis antérieur, lit l'article 13 des réglements de la Chambre, prohibant à tout membre de s'étendre plus d'une demi-heure sur une question quelconque, et d'y revenir après l'avoir traitée une fois ; et il propose un amendement à cet article, qui autorise, au contraire, tout membre, avec le consentement de la majorité des membres présents, à exprimer ses vues sur la même question, aussi souvent qu'il le jugera convenable.

M. Bowers, d'Orléans, combat très fermement l'amendement. Il désire voir maintenir l'article afin d'éviter toute confusion et des discussions à l'infini.

M. Elam, de De Soto, pense différemment, et il se déclare en faveur de l'amendement afin dit-il, que les discussions soient libres et explicites.

L'amendement passe par un vote presque unanime, et la chambre s'ajourne au lendemain.

Pseudo-Législature.

Séance du 4 février 1873.

SÉNAT.

Le comité d'enquête pour le pénitencier rapporte que les officiers de cet établissement n'ont pas répondu encore à toutes les questions posées et qu'il est obligé de demander une prolongation de temps avant de faire un rapport final.

Le bill de secours pour l'imprimeur d'Etat passe par 14 contre 5.

Le Sénat se retire alors en séance exécutive et s'ajourne.

CHAMBRE.

La résolution de M. Williams requérant le comité des chemins de fer de présenter un bill pour la régularisation du frêt et du taux du transport des voyageurs, passe.

Le comité des réclamations fait un rapport défavorable sur le bill de secours de la veuve Ellen Condron, dont le mari, appartenant à la police métropolitaine, fut blessé à mort dans l'exercice de ses devoirs.

La veuve Condron a trois enfants mineurs et se trouve dénuée de ressources.

Plusieurs autres bills de secours sont repoussés par le comité.

Le comité fait un rapport favorable sur le bill allouant $850 à Mrs M. C. Masens pour services rendus comme bibliothécaire d'Etat.

Et aussi sur le bill allouant une somme de $13,000 au juge William B. Phillips, de la paroisse de Grant, qui a été persécuté par le peuple par cela seul qu'il était républicain et dont la maison a été saccagée de fond en comble. Dans cette mise à sac il a perdu son argent qui s'élevait à on ne sait quel montant et une forte quantité de meubles. Le comité, après avoir fait enquête et acquis la preuve que l'indemnité sollicitée n'est pas trop forte, recommande l'adoption du bill.

Le comité judiciaire fait un rapport défavorable au bill amendant ou décrétant de nouveau l'acte établissant une Cour de districts additionnels.

On appelait le rôle quand M. Morrell de Madison, annonce que M. Smart, de la convention des Odd Fellows, est à la porte. M. Morrell demande qu'il soit admis.

M. Smart est admis, dit M. Young, président.

M. Smart n'entre pas, cependant, et dit qu'il est entre les mains de ses constituants.

La Chambre s'ajourne.

LA CULTURE DU TABAC EN CALIFORNIE.

L'expérience a démontré que le coton, le ramie, le chanvre d'Indostan, le houblon et le tabac pouvaient être cultivés avec succès en Californie. Quant au tabac, on n'en était pas occupé jusqu'à présent, et un M. Culp, de Gilroy, est le premier qui en ait essayé la culture sur une grande échelle. Le *Dispatch*, journal de Santa Clara, nous fournit des détails intéressants à ce sujet.

M. Culp est l'inventeur d'un procédé au moyen duquel il parvient à donner aux différentes qualités de tabac le parfum et l'arôme de celui de la Havane. Il affirme que, d'après son procédé de culture et de fabrication, il est certain d'obtenir une moyenne de 1,500 à 2,000 livres de tabac par acre, tandis que dans les Etats de l'Est la moyenne de 500 à 700 livres est regardée comme très satisfaisante.

L'absence en Californie de fortes gelées d'hiver rend inutile de couvrir la plante, comme il est d'usage dans les contrées plus froides. Un autre avantage qu'a l'inmat, c'est que la fabrication ne subira aucune interruption pendant la saison d'hiver. Enfin, on comprendra la valeur du nouveau procédé, lorsqu'on saura que le tabac importé à la Havane à San Francisco se vend à raison de $1 12 à $2 la livre, tandis que le tabac cultivé en Californie ne reviendra pas à plus de 3 cents et sera d'une qualité presque égale.

RELIQUES DE LA GUERRE. — On écrit de Charleston (Caroline du Sud) le 29 janvier :

Les opérations entreprises depuis plus d'un an, sous la direction du professeur Maillefert, pour dégager notre port, se poursuivent avec un succès signalé. M. Maillefert est un ingénieur français. En 1871, il passa un contrat avec le gouvernement des Etats-Unis pour faire disparaître les obstructions de la rivière James, en Virginie, et celles de notre port. De la rivière James il a dragué les épaves des cuirassés *Virginia* et *Fredericksburg*, des steamers *Jamestown*, *Northampton*, *Patrick Henry* et *Raleigh*, plus sept schooners et vingt-trois sacs de pierres. Cette rivière est ainsi redevenue navigable.

En arrivant ici, M. Maillefert a d'abord porté son attention sur l'épave du cuirassé *Palmetto State*, coulé par les confédérés près de l'embouchure de Town Creek, pour l'empêcher de tomber entre les mains des forces navales des Etats Unis. Toutes les chaînes, les ancres, canons et machines de ce navire ainsi été rendus à l'Union, ont été repêchés et mené également à bonne fin le sauvetage de deux autres cuirassés confédérés, le *Charleston* et le *Chicora*, coulés dans la rivière Cooper. Ensuite, il a relevé successivement les deux coureurs de blocus *Beatrice* et *Flora*, les steamers *Coffee* et *Randolph*, et un beau vapeur de 1,200 pieds de long, *Urbanita*, écrasé des Etats-Unis coulé accidentellement au large de l'île Morris, avec un chargement de boulets et d'obus. Cette opération est presque achevée, et on a retrouvé les spécimens de tous les canons et projectiles employés par les deux belligérants, depuis le boulet de pierre jusqu'au parfaitement rigide canon de Lairviere, lui demandia ce qu'il pouvait faire pour lui témoigner sa gratitude. — "Sire, répondit Lairviere, j'implore l'autorisation de me pendre demain matin." Le roi, qui ignorait même que le cébat était la condition rigoureuse imposée jusque-là aux médecins, s'empressa par un édit de révoquer l'interdiction.

Lairviere, empirique et astrologue, devint, on le sait, le premier médecin de Henri IV, qui lui fit tirer l'horoscope de Louis XIII.

— On lit dans le *Figaro* :

Un de nos amis, d'humeur fort gaie, a la manie d'italianiser la qualité de ses fournisseurs ; ainsi, il appelle son boulanger le *boulangiero*, son boucher le *bouchero*..... et les autres à l'avenant.

Sa comptère a pris, à la longue, l'habitude de parler comme lui.

L'autre jour, elle pénètre dans le cabinet de son maître, qui causait avec son notaire, un provincial de la plus belle eau, et lui dit d'un air mystérieux :

"Monsieur, le *carbonaro* est là..... il veut de l'argent.....

A ces mots, l'oncle fait un haut-le-corps :

"Grand Dieu ! s'écrie-t-il, te voilà maintenant affilié à une société secrète ?"

Décédés, hier, à 1 1/2 heures du matin, Mme M. MARIE JOSEPHINE PELTIER, née PETIT-PAS, à l'âge de 61 ans. Les amis et connaissances de la famille Peltier et Pecaudin, ainsi que les membres de la Société des Frères Unis, sont priés, sans autre invitation, d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui, à 4 heures P. M., de la maison de sa dernière demeure, No 26, rue Congrès, Troisième District.

Le cortège partira de la maison mortuaire.

Le cœur de la défunte repose à Bordeaux.

La plus grande ponctualité est requise.

Le Président,

DUPUY, FOUCHELU, Secrétaire.

Notice à thé. Notice à thé. — A un barrage, un irréalisable bon marché. Une chance, une occasion. Grâce à un nouveau procédé, elles ont une couleur d'or. On trouvera aux magasins de la Compagnie d'huile septoline, No 62 rue du Camp et No 15 rue Dauphine, un assortiment de Service en laque—modèles de fantaisie—aussi élégants que riches, chacun avec sa théière, sa sucrier, pendule, chandeliers, etc., etc., le tout nouveau genre, aux Nos 62 de la rue du Camp et 15 de la rue Dauphine. 5 fév—3t

Faits divers.

Les dernières correspondances de Iles Sandwich annoncent que la crise politique qui s'était déclarée à la mort du roi Kamehameha n'a pas amené de troubles.

Le prince Lunalilo, élu, par un vote presque unanime, le prince Lunalilo donne une succession du dernier, sera parti. L'Assemblée législative d'Honolulu, ratifiera probablement le choix qui a été accepté par les électeurs étrangers. Quant à l'annexion aux Etats-Unis, on n'en parle plus.

Le *Journal de Rome* croit savoir de bonne source que le pape a adressé une nouvelle lettre autographe à Victor-Emmanuel. On ignore le contenu de cette lettre, même dans le plus proche entourage du roi. On croit que le pape y parle aux Quirinal par un secrétaire jouissant de la confiance la plus intime du Saint-Père.

— Le 10 janvier, Dix-Père Hyacinthe a inauguré ses conférences dans la chapelle évangélique de la rue des Marronniers. Il y discourra sur la *Liberté de conscience* et la *religion d'Etat*.

M. et Mme Lovson habitent le No 15 de l'avenue de Neuilly. Mme Lovson est, paraît-il, fort belle.

Leur logement, qui se compose de quatre pièces, est simplement meublé. Dans le cabinet de Mme Lovson, il n'y a qu'une table recouverte d'un tapis et surchargée de livres, parmi lesquels le reporter d'un journal a aperçu l'*Amour* de Michelet.

A la cuisine que de la rue de Provence, assis tient en tout deux cents personnes, parmi lesquelles figurent les soumatés du protestantisme, MM. de Pressensé, Lauzi, Méjean, Fallot, etc.

— Le *Globe* dit que le gouvernement anglais a informé la Société de géographie qu'il ne pouvait accéder à sa proposition relative à une expédition au pôle arctique.

— Les recettes de la Grande-Bretagne en 1872 ont été de 77 millions de livres sterling, soit 5 millions de plus qu'en 1871. En 1850 elles étaient de 50 millions. Depuis 1867 on a supprimé 4 millions d'impôts. On a dépensé 6 millions à payer les indemnités de l'*Alabama*.

— La famille régnante en Portugal, désireuse de contribuer à l'équilibre du budget, s'est imposé à elle-même une diminution très considérable sur sa liste civile.

Tous les princes et princesses de la famille ont contribué à ce sacrifice, qui représente plus de 10 0/0 des revenus fort modestes dont ils jouissent.

— A Saint-Pétersbourg, un concert au quel Mme Adelina Patti prêtait son concours a produit une recette de 24,000 francs. La célèbre diva a chanté entre autres l'air du Rossignol des *Noces de Jeannette*. M. Ciardi, un flûtiste déjà célèbre, lui donnait la réplique. Le morceau a été bissé d'enthousiasme.

— Bernadille, du *Français*, fournit son contingent aux anecdotes que la fête des Rois ramène annuellement à la surface des journaux :

Je n'ai vu nulle part l'histoire de la double royauté de Fontenelle, qui semblait pourtant bien à sa place en ce temps de république. Une fois, paraît-il, je crois, à l'un de ces soupers de madame du Deffand, dont la cuisinière inspirait au président Hénault la célèbre boutade : "Entre elle et les Bruyllères, il n'y a de différence que dans l'intention," on se disputait, on se disputait d'une chère médiocre en mangeant le prochain avec des raffinements de goût. — Le fève était échue en partage à Fontenelle. — "Vous voilà donc, lui dit la maîtresse de la maison. Serez-vous despotique ?

— Je le demande, répondit-il de son air le plus innocent.

Un autre jour, la même fortune lui arriva encore. On tirait alors la fève avant le rôti, et c'était au roi à présider la table et à veiller au bien-être des convives. On remarqua que Fontenelle veillait surtout à son propre bien-être, et qu'il négligeait d'offrir à ceux-ci d'un excellent salmis de perdreaux qu'il avait devant lui.

— Le roi, lui dit-on, oublie ses sujets.

— Eh ! eh ! tit-il avec son fin sourire, voilà comme nous sommes, nous autres !

— La police de Paris vient d'arrêter un dangereux malfaiteur, qui échappait depuis longtemps à toutes les recherches. C'est un ouvrier du nom de Rouleau, qui exerçait ouvertement la profession de saltimbanque et secrétement celle de voleur de grand chemin. C'est à lui qu'il faut attribuer ces vols parisiens si artistiques et nocturnes qui ont eu lieu dans le quartier Wagram depuis deux mois.

Doué d'une force herculéenne, Bow étourdissait invariablement ses victimes d'un seul coup sur le sommet du crâne, puis les dépouillait. Il a été arrêté dernièrement boulevard Persire par un agent du nom de Roulot qu'il avait pris pour un promeneur attardé. Attaqué, Boullot a tiré un revolver de sa poche et obligé le nègre à le suivre au poste.

Bow, du reste, a spontanément que son corps était couvert de tatouages fort étranges ; sur un poignet notamment est dessiné en rouge un oiseau fantastique, qui de la pointe du bec lui pique la place du cœur.

Il résulte de son interrogatoire qu'il est né en Virginie et qu'il a longtemps exercé, dans le Far-West, la profession de brocanteur. Il a également habité l'Inde anglaise.

Bow a été conduit au dépôt. Il a dit demeurer 131, boulevard de Puebla.

LA RELIGION ET L'ACADÉMIE FRANÇAISE. — M. Dupuy raconte dans le *Journal de Paris* les curieuses intrigues qui s'entrecroisent autour des prochaines élections académiques.

On sait que depuis la démission non encore acceptée pourtant de Mgr Dupanloup et la mort du P. Gratry, l'Eglise n'est plus représentée à l'Académie :

On y remarque d'autre part deux tendances opposées et deux partis aux prises : l'un, plus ou moins soumis à l'influence de M. Guizot, entend maintenant dans l'Académie française l'ancien esprit conservateur et religieux. Il pense, avec raison, que le sentiment religieux est la source même du génie littéraire.

L'autre, sous le nom de parti libéral ou plutôt libre penseur, que spontanément le dernier empire et que soutient également le gouvernement actuel, tend à faire dominer l'esprit voltairien dans le sanctuaire des lettres françaises. C'est le fort de la crise qui se prépare.

Des deux côtés, on est d'accord sur le fait que l'Eglise doit être représentée à l'Académie française ; on n'est pas d'accord sur le choix des personnes.

Chaque parti cherche dans ses candidats. Il y a peu de jours un des membres les plus influents et les plus éminents du parti libre-penseur est venu proposer à M. Maret, évêque de Sura, le fauteuil précédemment occupé par l'évêque d'Orléans. On croyait pouvoir compter sur l'assentiment de M. Maret.

Le savant et modeste prélat a refusé de prêter l'oreille à ces insinuations, ajoutant que son acceptation serait un scandale. Tous les membres importants du clergé imiteront certainement l'exemple de Mgr l'évêque de Sura. La divorce risque donc de s'accomplir prochainement entre l'Eglise et l'Académie.

La *France*, en signalant ces incidents, regrette qu'un plus grand esprit de tolérance ne règne dans l'illustre assemblée littéraire, conformément à la tradition qu'elle a presque toujours suivie.

C'est ainsi qu'en 1748, nous verrons entrer ensemble à l'Académie Marivaux, Paul d'Allirt de Laynes, évêque de Rayeux, et *Maupertuis*, *Voltaire* et l'abbé de La Ville, en 1735 ; l'abbé de Radonvilliers et *Buffon*, en 1753. Les réceptions de *Dalles* en 1747, de *Bougainville* en 1753, de d'*Alembert* en 1754, de *Condillac* en 1768, de *Condorcet* en 1782, ne provoquèrent aucun conflit, aucun scandale, aucune protestation, aucune démission, aucune abstention de leurs confrères ecclésiastiques et épiscopaux.

En 1803, Volney, Garat, Cabanis, Naigeon, Sieyes, Arnault, Saint-Lambert, Roederer, Bonflers, Parny se soumettent à l'Académie française avec les Bissy, les Roquelaure, les Boisgelin, qui ne considéreront point ce voisinage, sur le terrain neutre des lettres, comme un affront à leur caractère sacré et à leur orthodoxie chrétienne.

— Un souvenir médical peu connu nous est raconté dans le *Sport* :

Il y a une particularité historique qui se rattache au mariage des médecins, c'est qu'avant le mariage un médecin français n'était marié. D'après un ancien bouquin, qui est en notre possession, le premier qui obtint la permission de se marier, fut un docteur nommé Lairviere. Ce célibat forcé des médecins a duré, les statuts de leur corporation, et phénoménal au premier abord, a pourtant une explication plausible, c'est que primitivement la médecine était exercée par les prêtres. Ils étaient tout à la fois les médecins de l'âme et les médecins du corps.

Lorsqu'ils devinrent laïques, on ne s'occupa point d'abord de faire lever l'interdiction qui les frappait à l'endroit du mariage. Henri IV, tombé malade et ayant été fort habilement traité par Lairviere, lui demandia ce qu'il pouvait faire pour lui témoigner sa gratitude. — "Sire, lui répondit Lairviere, j'implore l'autorisation de me pendre demain matin." Le roi, qui ignorait même que le célibat était la condition rigoureuse imposée jusque-là aux médecins s'empressa par un édit de révoquer l'interdiction.

Lairviere, empirique et astrologue, devint, on le sait, le premier médecin de Henri IV, qui lui fit tirer l'horoscope de Louis XIII.

— On lit dans le *Figaro* :

Un de nos amis, d'humeur fort gaie, a la manie d'italianiser la qualité de ses fournisseurs ; ainsi, il appelle son boulanger le *boulangiero*, son boucher le *bouchero*..... et les autres à l'avenant.

Sa comptère a pris, à la longue, l'habitude de parler comme lui.

L'